



L'esprit tannique,
l'épargne
rémunérée
en plus.

Commencez
aujourd'hui
Réalisez demain.

5%
DÉDUCTION
FISCALITÉ

10 000
FCFA

8283

Offre soumise à conditions



www.coris-holding.com

f y in



www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #

Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0723 du 06 au 12 Octobre 2026- Prix : 250 F CFA

PROJET PRIME-GAS :
Le gouvernement
s'active

P.6



COOPERATION ENTRE LE TOGO ET LA RUSSIE :



TO
GO

DES OPPORTUNITÉS CONCRÈTES POUR LA JEUNESSE TOGOLAISE

P.2

Tribune

PEUPLE TOGOLAIS, FAISONS DE NOS DIFFÉRENCES UNE FORCE ET JAMAIS UNE DIVISION

P.5



Me Bertin AMEGAH-ATSYON

EDITO

POUR LE TOGO, SOYONS POSITIFS ET VRAIS



S'il est un vœu à faire pour notre pays le Togo, c'est justement que ses fils et filles contribuent à sa construction et non à sa destruction.

C'est l'occasion de nous appeler à taire nos rancœurs de tous ordres, à nous projeter vers un avenir reluisant tout, en jouant chacun sa part là où nous nous trouvons.

Nous n'avons pas besoin de peindre notre pays en Noir. Nous n'avons pas besoin de noircir dirigeants et acteurs politiques. Nous avons plutôt l'impérieux devoir de les aider par nos apports et même nos critiques constructives, afin qu'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes pour le bien de l'humanité, de notre brève existence sur cette Terre qui, nous a vus naître et qui sûrement, nous verra partir, un beau jour.

La question essentielle que nous devons nous poser tous les jours, est de savoir quelle aura été notre contribution pour construire un monde vivable ? Quel rôle ai-je joué dans la construction de notre cher pays, le Togo ? Ai-je passé le clair de mon temps terrestre à détruire l'image du pays, à détruire mes prochains, à agir comme le diable dans la vie de mon prochain ? La question demeure entière.

Chaque jour est une épreuve, sachons-le. Mais tâchons de transformer nos faiblesses en Forces et nos défauts en Qualités.

Le travail sur soi est plus qu'impérieux dans notre marche vers la construction d'une Nation prospère et paisible.

Soyons tout simplement POSITIFS ET VRAIS dans nos actes. Notre Pays, le Togo, en a vraiment besoin.

Crédo TETTEH



Récépissé

N°0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23Rue Formatec, Agoè-Cacavéli

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

TETTEH Adjé K. Crédo

Directeur de la Publication :

WOUSSOU Kossi

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali Samba

Infographie :

JPB

Impression :

VISION

Tirage : 2500 exemplaires

COOPERATION ENTRE LE TOGO ET LA RUSSIE : DES OPPORTUNITÉS CONCRÈTES POUR LA JEUNESSE TOGOLAISE

La première session de la Commission intergouvernementale entre le Togo et la Russie s'est tenue du 29 septembre au 1er octobre dernier, dans la capitale togolaise. Un cadre d'échanges et de discussions ayant examiné les perspectives de coopération dans les domaines économique, scientifique, technique, éducatif et culturel. Ainsi donc, le Togo et la Russie entendent donner une nouvelle impulsion à leur coopération.

L'enjeu de cette session de la Commission intergouvernementale était aussi de déterminer, à travers ces échanges gouvernementaux, dans quelle mesure ce rapprochement pouvait se traduire par des opportunités concrètes pour la jeunesse togolaise. Il faut noter qu'au Togo, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes constituent des priorités. Ce faisant, les bourses d'études, les échanges universitaires, la formation des enseignants et la mobilité scientifique apparaissent comme des axes importants de cette coopération.

Pour les étudiants togolais notamment, l'accès à des établissements russes peut offrir la possibilité d'acquérir des compétences dans des secteurs scientifiques et techniques. Mais l'efficacité de ces dispositifs dépendra aussi de leur capacité à déboucher sur des qualifications reconnues et sur des perspectives professionnelles au retour au pays.

Le retour des compétences après les formations, une question centrale

Pour les Autorités togolaises, la question du retour des compétences est centrale. En ce sens que former des jeunes à l'étranger ne constitue un investissement durable que si les connaissances acquises peuvent ensuite être mobilisées dans l'économie nationale. Il s'agit ici donc de construire des passerelles entre les établissements de formation, les administrations, les entreprises et les secteurs de recherche, afin que les diplômés puissent valoriser leur expertise au Togo.

Les domaines technologiques pourraient occuper une place croissante dans cette stratégie. Intelligence artificielle, énergie, ingénierie, santé, matériaux et technologies numériques sont autant de secteurs dans lesquels le développement des compétences peut accompagner les ambitions de transformation économique du pays. Pour Lomé, l'objectif consiste à préparer une main-d'œuvre capable de répondre aux évolutions rapides de l'économie mondiale.



Vladimir Poutine échangeant avec Faure Gnassingbé

Le renforcement des compétences des formateurs, une importance

La formation des enseignants est un autre volet important. Le renforcement des compétences des formateurs peut avoir un effet démultiplicateur sur le système éducatif, en améliorant la transmission des connaissances et en permettant aux établissements togolais de mieux intégrer les évolutions scientifiques et technologiques.

La reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger sera également déterminante. Pour les jeunes bénéficiaires, un diplôme doit pouvoir être utilisé comme un véritable outil d'insertion professionnelle. Les procédures administratives, les équivalences et les mécanismes de reconnaissance devront donc accompagner la mobilité universitaire, si celle-ci doit produire des effets durables.

Le Togo en quête de diversification de ses partenariats internationaux

La coopération entre la Russie et le Togo intervient dans un contexte où notre pays cherche à diversifier ses partenariats internationaux. Pour les Autorités, la multiplication des coopérations doit permettre d'élargir l'accès aux investissements, aux technologies, aux connaissances et aux formations. Dans cette stratégie, la Russie constitue un partenaire avec lequel Lomé entend renforcer ses échanges.

Mais les résultats se mesureront moins au nombre d'accords annoncés qu'à leur mise en œuvre. Pour la jeunesse togolaise, les indicateurs seront concrets : nombre de bourses effectivement attribuées, étudiants bénéficiaires, programmes universitaires développés, enseignants formés, diplômes reconnus, projets de recherche lancés et possibilités d'insertion créées.

La mobilité internationale peut, dans cette perspective, devenir un instrument de développement du capital humain. Un jeune qui part se former à l'étran-

ger peut revenir avec une expertise nouvelle, développer une activité, intégrer une entreprise, rejoindre un laboratoire ou transmettre à son tour ses connaissances. L'enjeu est de faire de cette circulation des compétences, un processus qui profite également au pays d'origine.

La première session intergouvernementale de Lomé, une nouvelle phase dans les relations entre le Togo et la Russie

La première session de la Commission intergouvernementale Togo-Russie a ouvert ainsi une nouvelle phase dans les relations entre Lomé et Moscou. Les discussions engagées devront désormais être suivies d'actions concrètes, notamment dans le domaine de la jeunesse, afin que les engagements pris puissent se traduire en possibilités réelles de formation, de recherche et d'emploi.

Pour le Togo, la question est finalement moins celle de la signature des accords que celle de leur impact. Si les partenariats universitaires et scientifiques permettent à davantage de jeunes d'acquérir des compétences recherchées et de les valoriser ensuite dans leur pays, la coopération bilatérale pourra alors contribuer directement au renforcement du capital humain et aux ambitions de développement du pays.

Crédo TETTEH

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

En un click, payez votre TVM par

Mixx **Flaoz**

sur l'application OTR TVM disponible sur Playstore

8201 POUR TOUTES INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

ACCES UNIVERSEL EN EAU POTABLE A L'HORIZON 2030 200 000 PERSONNES CONCERNÉES PAR UN NOUVEAU PROJET DANS LA RÉGION DE LA KARA

La question de la fourniture de l'eau aux populations des villes et villages du Togo demeure une constante dans les actions du gouvernement. Chaque année, des projets sont mis en œuvre dans les différentes localités du pays. Le dernier en date est ce vaste projet de réalisation de 305 forages à motricité humaine, dans les toutes les préfectures de la région des Plateaux à la grande satisfaction des populations.

Par @Crédo TETTEH

Il en sera de même, bientôt, pour la ville de Kara et certaines localités de la région de la Kara. Le gouvernement vient de lancer le Projet d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Kara et de ses environs. Soutenu financièrement par le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe et la Banque islamique de développement, le projet permettra à terme d'améliorer l'alimentation en eau potable de plus de 200 000 personnes, soit environ 40 000 ménages dans plusieurs localités de la région de la Kara, entre autres, Kara Sud, Bouladè, Awandjelo, Soumbou, Lama et dans plusieurs centres en hauteur de la commune d'Assoli 2 à savoir Bafilo, Bola, Koumondè, Kadjalouwa, Kpewa et Agaradè.

Au ministère délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement, on informe que le projet AEP Kara via Sara Bafilo prévoit la construction et l'équipement d'une nouvelle station de traitement, la réalisation de réservoirs, la pose de plusieurs dizaines de kilomètres de conduites, la réhabilitation d'infrastructures existantes et l'extension du réseau vers plusieurs localités.

Le programme couvre l'ensemble du circuit de l'eau, de la ressource jusqu'au robinet de l'utilisateur. Il prévoit : des ouvrages de captage sur la rivière Sara, d'une capacité de 500 m³/h ; une nouvelle station de traitement d'environ 10 000 m³ par jour ; un château d'eau de 5 000 m³ à Kara sud, d'une hauteur sous cuve de 30 mètres ; environ 30 km de réseaux d'adduction, 75 km de réseaux de distribution et la réhabilitation d'environ 25 km de réseaux existants ; la réhabilitation de la station de traitement de Bafilo ; plus de 100 branchements privés domestiques et 20 bornes-fontaines, ainsi que 1 300 kits de branchement acquis au profit de la Togolaise des Eaux.

La production supplémentaire représentera 50 % de la production actuelle. Le taux d'accès à l'eau potable à Kara doit passer de 50 % à 75 %. Avec ce chantier, les autorités togolaises entendent remédier aux fragilités structurelles de l'approvisionnement de Kara, marqué par des insuffisances de production et de sécurisation de la ressource. Le projet complète d'autres



Le ministre Séna Alipui donnant le coup d'envoi des travaux

investissements engagés dans la région dans le cadre de la politique nationale de développement de l'eau.

A cela, il faut ajouter la construction d'un captage d'eau brute, la réalisation d'une retenue destinée à sécuriser la ressource en période d'étiage, l'alimentation en eau des localités en hauteur de la commune d'Assoli 2, l'acquisition de 1 300 kits de branchements

pour la TdE, la construction d'une piste d'accès aux ouvrages de Sara et la réhabilitation d'environ 25 kilomètres de conduites existantes dans la ville de Kara.

Pour les autorités togolaises, le projet s'inscrit dans la vision globale de l'action gouvernementale portée par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, autour du triptyque " Protéger, Rassembler, Transformer ".

La fourniture de l'eau potable aux populations est présentée comme une composante essentielle de la protection des populations, de la santé publique, de la dignité humaine, de l'inclusion sociale et du développement économique. " Ce sont des heures rendues aux femmes et aux jeunes filles, des maladies évitées, des enfants qui resteront à l'école plutôt que de marcher vers un point d'eau, des

activités économiques qui pourront enfin se développer. Nous voulons que, demain, trois familles sur quatre à Kara aient accès à l'eau potable, là où une seule y avait accès hier ", a déclaré Séna Alipui, le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement.

Pour le Gouvernement, le Projet d'Alimentation en Eau Potable de Kara et de ses environs est la traduction concrète de l'ambition des autorités de rapprocher davantage les services essentiels des populations et de poursuivre, les investissements destinés à renforcer les infrastructures hydrauliques à travers les territoires.

Ces réalisations s'inscrivent également dans l'ambition du Gouvernement togolais de garantir l'accès universel à l'eau potable à l'horizon 2030. Elles permettent de réduire progressivement les disparités d'accès à l'eau potable, d'améliorer aussi les conditions de vie des populations rurales et surtout d'atteindre, à l'horizon 2030, l'objectif du Président du Conseil : celui de l'accès de tous les Togolais à l'eau **potable**.

AUTONOMISATION DES JEUNES FILLES ET DES FEMMES :

Les leaders religieux et traditionnels s'engagent aux côtés des autorités

Des Outils validés, des Engagements renforcés, une Déclaration de Lomé et une feuille de route définie pour renforcer le déploiement d'une communication plus efficace au sein des communautés, tels sont les résultats de l'atelier régional de validation stratégique des outils de Communication pour le Changement Social et Comportemental (CCSC), consacré à l'engagement des leaders religieux et traditionnels en faveur de l'autonomisation des jeunes, des filles et des femmes, tenu à Lomé du 28 Septembre au 1er Octobre 2026.

L'atelier régional a été organisé dans le cadre du projet SWEDD+ financé par la Banque mondiale, avec l'assistance technique de l'UNFPA aux niveaux national et régional, avec la participation de l'OOAS et de SWEDD+ Togo.

Au terme de quatre jours d'échanges, les participants ont consolidé les travaux de groupe, approfondi les mécanismes de suivi-évaluation des activités des leaders et avancé sur la perspective d'une plateforme régionale des leaders religieux et traditionnels. Leur voix, leur influence et leur proximité avec les communautés



constituent des leviers importants pour faire évoluer les perceptions, prévenir les violences et contribuer à créer davantage de possibilités pour les filles et les femmes.

Les échanges ont porté sur un enjeu essentiel : mieux comprendre les normes sociales qui peuvent favoriser les violences basées sur le genre (VBG) et les pratiques néfastes.

À travers des travaux de groupe réunissant des leaders islamiques, des leaders chrétiens et des leaders traditionnels, les participants ont confronté les idées reçues, déconstruit certaines perceptions et réfléchi aux leviers permettant de faire évoluer les pratiques et comportements au sein des communautés. Ces échanges constituent une étape

importante dans la construction d'outils CCSC capables de parler aux réalités des communautés et de soutenir l'engagement des leaders.

Parce que pour mieux protéger les filles et les femmes, il faut aussi transformer ce qui, dans les communautés, est parfois considéré comme " normal ". Un dialogue essentiel avec ceux qui influencent les normes au sein des communautés pour faire émerger des messages plus justes, des attitudes nouvelles et des engagements concrets.

Les leaders religieux et traditionnels des pays SWEDD+ (Burkina Faso, Sénégal, The Gambia, Tchad, Togo, et la Mauritanie), ainsi que les équipes des unités de gestion du projet et

leurs partenaires ont travaillé ensemble sur des enjeux qui touchent directement la vie des communautés : la scolarisation et le maintien des filles à l'école ; la prévention des violences basées sur le genre, des mariages d'enfants et des pratiques néfastes ; l'accès à la santé sexuelle et reproductive ; la promotion de la masculinité positive ; l'autonomisation économique des filles et des femmes.

Un panel réunissant les équipes des plateformes juridiques des pays a également exploré les possibilités de collaboration avec les leaders pour mieux protéger les droits des filles et des femmes.

Au sein des groupes de travail, leaders musulmans, chrétiens et traditionnels ont confronté leurs expériences et mobilisent les textes religieux et les valeurs culturelles favorables à l'éducation, à la santé et à la protection.

Il est à rappeler que durant ces quatre jours de travaux, les participants ont travaillé à faire émerger des approches et des engagements capables de contribuer à créer un environnement où chaque fille peut apprendre, grandir, choisir et construire son avenir, et où chaque femme peut pleinement exercer ses **capacités**.

Zozo

RENTÉE SOLIDAIRE : PLUS DE 6000 ÉLÈVES VULNÉRABLES DOTÉS DE FOURNITURES SCOLAIRES



Au Togo, plus de 6000 élèves (de tous niveaux confondus) en situation de précarité ont bénéficié, pour le compte de cette année scolaire 2026-2027, de fournitures scolaires. Ceci, dans le cadre de l'opération "Rentrée solidaire", initiée par le gouvernement dans une logique d'inclusion.

Concrètement, l'opération conduite par le ministère en charge des Solidarités a permis de doter de fournitures scolaires des orphelins, des enfants en situation de handicap et d'autres enfants issus de ménages vulnérables. L'objectif était de leur permettre d'aborder la nouvelle année scolaire avec le matériel nécessaire, tout en allégeant les dépenses des familles concernées.

Au-delà de la remise des fournitures, l'opération a comporté un volet de sensibilisation aux facteurs susceptibles de compromettre la scolarisation et l'épanouissement des enfants. Les échanges ont porté sur les mariages et grossesses précoces ainsi que sur la consommation de stupéfiants.

Cette action vient compléter les mesures mises en œuvre pour faciliter l'accès à l'éducation, parmi lesquelles la gratuité des frais de scolarité et d'examen, le programme national d'alimentation scolaire et la couverture School AMU intégrée à l'assurance maladie universelle.

Initié en 2010, le projet de "Rentrée scolaire solidaire" a permis d'assister plus de 76.000 élèves démunis en une décennie.

@Republiquetogolaise.ig

ENVIRONNEMENT : Des brigades mobiles pour renforcer la protection

L'exécutif togolais multiplie des initiatives visant la préservation de son patrimoine naturel. Le jeudi 1er octobre, un arrêté signé par le ministre en charge de l'Environnement, Prof. Dodzi Kokoroko, a officialisé la création de brigades mobiles de surveillance environnementale et forestière.

Cette initiative s'inscrit dans un plan global de renforcement de la protection des ressources naturelles et de lutte contre la dégradation de l'environnement sur l'ensemble du territoire national.

Ces unités spéciales ont pour mission principale de garantir une présence constante et dissuasive sur le terrain. Leurs interventions couvriront principalement :

- les zones sensibles : massifs forestiers, plans d'eau et écosystèmes vulnérables.

- la lutte contre le trafic de bois : identification et démantèlement des réseaux clandestins d'approvisionnement et de transformation.

- la répression des activités illégales : interventions ciblées sur les sites suspects de coupes non autorisées ou d'infractions environnementales.

- l'appui local : soutien aux collectivités et autorités locales pour la gestion et la résolution des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles.

Pour garantir une efficacité maximale et une intégrité exemplaire, le dispositif repose sur une structure encadrée composée d'agents assermentés des eaux et forêts, sélectionnés en fonction de leurs compétences et de leur probité. La direction nationale de l'ensemble du dispositif est confiée au chef de corps des agents des Eaux et Forêts.

Habilitées à intervenir de jour comme de nuit dans leur ressort territorial, ces brigades travailleront en synergie avec les forces de sécurité, les collectivités territoriales et les services techniques déconcentrés.

La mise en place de ces patrouilles mobiles répond à une ambition claire du gouvernement : intensifier la lutte contre le trafic de bois et consolider la présence de l'Etat dans les zones reculées. En renforçant les contrôles sur le terrain, le Togo entend protéger durablement sa biodiversité et assurer une gestion responsable de ses ressources forestières.

@macite.ig

PROJET PRIME-GAS : LE GOUVERNEMENT S'ACTIVE

En Juin 2026, la Banque mondiale avait approuvé un projet de 140 millions de dollars destiné à aider le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo à développer leurs marchés gaziers nationaux et à mettre en place des solutions d'approvisionnement partagées. Il s'agit du projet Power Regional Integration through Market-Enabled Gas Project (PRIME-GAS) qui devrait réduire les coûts de l'énergie, renforcer la croissance industrielle, débloquer environ 1,5 milliard de dollars d'investissements privés et créer des emplois en Afrique de l'Ouest.

Le projet Power Regional Integration through Market-Enabled Gas Project (PRIME-GAS) aidera les trois pays à coordonner les importations de gaz, à élaborer des plans directeurs pour le gaz, à harmoniser les réglementations et à préparer les infrastructures essentielles nécessaires pour approvisionner le secteur et les industries énergétiques en gaz naturel plus abordable et plus fiable.

En travaillant ensemble pour tirer parti des synergies et des

économies d'échelle, les pays visent à attirer des investissements privés plus importants tout en améliorant la sécurité énergétique dans toute la région. Financé par l'Association internationale de développement (IDA), ce projet fournira 55 millions de dollars à la Côte d'Ivoire, 45 millions de dollars au Bénin et 40 millions de dollars au Togo.

Comme le prévoit l'Accord, l'Association internationale de développement (l'Association) a accepté de financer le Projet. On informe que le Togo mettra en œuvre le projet avec la participation du ministère délégué chargé de l'Énergie et des Ressources Minières (MDERM), de la "Société Togolaise de Gaz" (SoToGaz), l'Autorité de Réglementation du Secteur de l'Électricité (ARSE) et la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET), comme le prévoit l'accord de financement (l'Accord).

Les besoins en infrastructures de transport du Togo sont décrits ci-dessous : Installations de réception de GNL et terminaux de stockage pour assurer un



approvisionnement fiable en gaz ; Réseau national de gaz pour les nouvelles centrales électriques ; Réseau de distribution de gaz pour les industries et les zones industrielles près du port de Lomé ; Nouveau gazoduc du port de Lomé à la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA), avec le développement d'une centrale électrique au gaz de 500 MW. ; Extension du poste de livraison du WAGP de Lomé ; Nouveau gazoduc potentiel du Nigeria au Togo pour diversifier l'approvisionnement

Face à la croissance de la demande en électricité et aux impératifs de la transition énergétique, l'Afrique de l'Ouest doit moderniser ses approvisionnements. Le projet PRIME-GAS apporte une réponse globale articulée autour de trois leviers fon-

damentaux.

D'abord, les solutions d'approvisionnement d'urgence et à court terme : la mise en place de filières d'importation de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) et le déploiement des infrastructures logistiques associées pour répondre rapidement au déficit énergétique. Ensuite, les investissements structurants dans les infrastructures : la préparation et le financement d'ouvrages majeurs de réception, de transport, de stockage et de distribution du gaz à l'échelle nationale et transfrontalière. Enfin, l'harmonisation et gouvernance du marché : Le renforcement des capacités institutionnelles afin de structurer un marché régional du gaz fluide, transparent et attractif pour les investisseurs **privés**.

CLIMAT DES AFFAIRES :

Les entreprises chinoises et le fisc togolais désormais au même diapason

"Climat des affaires et opportunités pour les entreprises chinoises au Togo", c'est le thème d'une rencontre entre le ministre des finances et du budget et les responsables des entreprises chinoises au Togo. Au menu des discussions, les écueils et incompréhensions constatés dans certaines procédures de règlement fiscal des entreprises chinoises évoluant au Togo. Ces dernières expriment un sentiment de contrôles répétés et de rappels importants de la part de l'office togolais des recettes (OTR).

Sur les plaintes des entreprises chinoises, Peter Dossou KPONOR, le Commissaire des Impôts de l'Office Togolais des Recettes (OTR), a rappelé le principe cardinal qui fonde l'action de sa régie financière, la loi fiscale togolaise ne distingue pas les entreprises selon la nationalité. "C'est la même loi pour tous", a-t-il indiqué.

M. YAO YU, Conseiller économique de l'Ambassade de Chine, chef de délégation, la Présidente de l'Association des Entreprises Chinoises et plusieurs chefs d'entreprises ont salué la tenue de cette rencontre qui vient à point nommé pour mieux maî-



Les participants à la rencontre

triser le cadre fiscal togolais.

Au-delà des chiffres et des articles du Code Général des Impôts, cette journée aura surtout envoyé un signal fort : celui d'un Togo à l'écoute de ses investisseurs. En choisissant le dialogue plutôt que le bras de fer, le Ministère des Finances et le Fisc ont démontré que le climat des affaires n'est pas qu'un slogan, mais une pratique quotidienne faite de pédagogie, de transparence et de confiance mutuelle.

Pour les entreprises chinoises qui bâtissent ponts, contournement de Lomé et protection côtière, c'est l'assurance d'investir en toute sécurité juridique. Pour le Togo, c'est la garantie de collecter le juste impôt, ni plus ni moins,

sans décourager ceux qui créent la richesse et l'emploi.

Le ministère des finances et du budget informe que la rencontre a débouché sur des engagements concrets structurés en trois axes : Pour l'OTR : Désignation de deux points focaux de haut rang (Impôts et Douanes) dédiés aux entreprises de la communauté chinoise ; production d'un guide pratique bilingue français-chinois reprenant obligations, calendrier fiscal et charte du contribuable vérifié ; organisation de sessions de formation sur le SYSCOHA-DA révisé, la facturation normalisée et les e-services ; et valorisation des entreprises exemplaires à travers le prix du civisme fiscal.

Pour le Ministère des Finances

et du Budget : Examiner, dans le cadre de la préparation des lois de finances, les propositions argumentées pour les secteurs à faible marge ; et jouer pleinement son rôle de facilitateur et garant du dialogue avec les autres administrations concernées (Douanes, Immigration).

Pour l'Association des Entreprises Chinoises : Encourager la mise en conformité (comptabilité complète, responsable fiscal avec conseil et interprète, traduction des contrats) ; centraliser les préoccupations sous forme de notes écrites pour le comité tripartite ; et promouvoir les bonnes pratiques auprès des fournisseurs locaux avec factures normalisées et paiements scripturaux (mobile money, virement).

Comme on peut le constater, la rencontre a permis aux deux parties de se comprendre et de repartir sur de nouvelles bases. "Si on avait fait cette rencontre plus tôt, des incompréhensions n'auraient pas subsisté. Cette journée doit marquer une nouvelle ère où nouvelle étape placée sous le sceau de la confiance", a déclaré Essowè BARCOLA, le ministre des finances et du **budget**.

Tribune

PEUPLE TOGOLAIS, FAISONS DE NOS DIFFÉRENCES UNE FORCE ET JAMAIS UNE DIVISION

Le 5 octobre 1990 demeure une date importante dans l'histoire politique de notre pays. Elle nous rappelle les aspirations légitimes à la liberté, à la démocratie, aux droits et aux libertés publiques. Mais trente-six ans après, le meilleur hommage que nous puissions rendre à cette page de notre histoire est de nous interroger sur ce que nous voulons faire de ces acquis et surtout sur le Togo que nous voulons léguer aux générations futures.

Aujourd'hui, notre société dispose d'un formidable outil de communication : les réseaux sociaux. Ils devraient être des espaces d'information, de dialogue, d'éducation citoyenne et de rapprochement entre les Togolais.

Malheureusement, ils sont parfois transformés en tribunes de dénigrement, d'insultes, de diffamation, de désinformation et de haine.

Nous assistons trop souvent à une dérive inquiétante : au lieu de combattre les idées par les idées, nous attaquons les personnes. Au lieu de répondre à un argument, nous insultons celui qui le porte. Au lieu de rechercher la vérité, nous partageons des informations non vérifiées. Au lieu de rapprocher les citoyens, nous entretenons la méfiance et la division.

Il faut nous arrêter.
La liberté d'expression est un droit fondamental, mais elle doit



Me Bertin AMEGAH-ATSYON, Président de Nouveaux Droits de l'Homme - Togo

s'accompagner de responsabilités. Nous avons le droit de ne pas être d'accord ; nous n'avons pas le droit de transformer notre désaccord en haine de l'autre.

Nous pouvons être de sensibilités politiques différentes, sans devenir des ennemis. Nous pouvons soutenir des opinions différentes, sans remettre en cause notre appartenance à une même nation.

Le Togo est notre bien commun.
À chacun de nous, responsables politiques, journalistes, défenseurs des droits de l'homme, influenceurs, blogueurs, jeunes et simples citoyens, revient une part de responsabilité dans la construction du climat social de notre pays.

Avant de publier ou de partager un message, demandons-nous : Est-ce vrai ? Est-ce utile ? Est-ce respectueux ? Est-ce que cela contribue à rapprocher les Togolais ou à les divi-

ser ? À notre jeunesse, particulièrement présente sur les réseaux sociaux, nous lançons un appel : ne devenez pas une génération prisonnière de l'insulte, de la haine et de la confrontation permanente.

Faites des réseaux sociaux des espaces de créativité, d'éducation, de débat et d'engagement citoyen
Avant de partager, vérifiez.
Avant d'accuser, apportez la preuve.

Avant d'insulter, réfléchissez.
Avant de diviser, pensez aux conséquences pour notre pays.
Le véritable enseignement du 5 octobre 1990 est aussi de comprendre que la démocratie ne peut vivre durablement sans tolérance, dialogue, respect de l'autre, État de droit et responsabilité citoyenne.
Nous devons apprendre à transformer nos divergences en richesse démocratique.

Appel citoyen
Peuple togolais, faisons de nos différences une force, et jamais une division.

Ne permettons pas que nos appartenances politiques, nos opinions, nos convictions ou nos divergences nous empêchent de nous reconnaître comme les enfants d'une même nation.

Refusons la haine. Refusons la violence. Refusons la diffamation et les fausses informations. Refusons surtout de déshumaniser celui qui pense autrement.

Le Togo a besoin de citoyens qui se parlent, pas de citoyens qui se déchirent ; de débats d'idées, pas de campagnes d'insultes ; de contradictions démocratiques, pas de haine entre compatriotes.

Nous pouvons nous opposer politiquement, sans nous opposer en tant que Togolais.

Notre diversité est une richesse.
Notre unité est une responsabilité.
Notre paix est notre patrimoine commun.

Faisons donc du souvenir du 5 octobre 1990 non seulement une mémoire de notre histoire, mais également un engagement pour l'avenir : celui de construire ensemble un Togo plus fraternel, plus tolérant, plus juste et profondément attaché à une démocratie apaisée.

Me Bertin AMEGAH-ATSYON
Président de Nouveaux Droits de l'Homme - Togo

CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION DE KARITE : 300 FCFA le kilo bord champ

La Maison des Jeunes de Kara, a servi de cadre au lancement officiel de la campagne de commercialisation des noix de karité au Togo. Un atelier a précédé la rencontre, qui a réuni plusieurs acteurs majeurs de la filière, entre autres, les coopératives de femmes productrices et transformatrices de karité. L'initiative portée par le Conseil Interprofessionnel de la Filière Karité du Togo (CIFKAT) a permis des échanges pour une filière karité togolaise plus compétitive et plus structurée, au profit des acteurs à la base.

La campagne 2026-2027 de commercialisation de la noix de karité brute et de ses produits dérivés est officiellement ouverte au Togo. Le prix plancher d'achat de la noix brute est fixé à 300 FCFA le kilogramme bord champ. Un accord interprofessionnel prévoit renforcer la transparence, la traçabilité des transactions et l'approvisionnement des transformateurs locaux, avant toute exportation. Les besoins nationaux de transformation sont estimés à 31 000 tonnes pour une collecte d'environ 45 000 tonnes de noix brutes par an.

La Présidente du CIFKAT, et vice-présidente de l'Alliance globa-

le du karité, Élisabeth Essodolom Pali-Tchalla a, pour sa part, souligné l'importance de la filière pour les revenus de milliers de ménages. Elle a plaidé pour davantage de transparence dans les transactions et un renforcement de la confiance entre les acteurs. Pour ce faire, il a été décidé l'instauration d'une contribution interprofessionnelle destinée à financer la structuration de la filière, le contrôle de la qualité et la formation des acteurs.

Le karité est un arbre tropical originaire d'Afrique de l'Ouest, et son beurre est reconnu pour ses propriétés nourrissantes et protectrices depuis des siècles. Extrait des noix du fruit de l'arbre de karité, le beurre de karité est utilisé depuis des centaines d'années par les peuples africains pour le soin de la peau et des cheveux, mais il est devenu de plus en plus populaire dans le monde entier grâce à toutes les vertus qu'il offre.

Talime Abe, directeur général du Commerce au ministère de l'Économie et de la Veille stratégique, a indiqué que cette nouvelle campagne doit renforcer la visibilité du karité togolais et stimuler à la fois la production, la collecte et la consommation des produits issus de la filière, au niveau national comme international.



Élisabeth Pali-Tchalla, Pdté du CIFKAT

La filière reste toutefois confrontée à plusieurs défis. Lors d'un atelier organisé au mois d'Avril 2026, les acteurs de la filière ont relevé des défis environnementaux, des problèmes liés aux moyens de collecte, les problèmes d'aires de séchage et de stockage.

Un plan d'action d'investissement de la filière Karité pour la période 2024 à 2028 prévoit une mobilisation de 3,1 milliards FCFA autour de trois axes stratégiques : l'augmentation du volume de production des amandes produites (par une augmentation du peuplement et une gestion durable de la ressource), la professionnalisation des acteurs de la filière, la création de la valeur par l'amélioration de la qualité et le développement des produits et des sous-produits, ainsi que

la recherche et le développement. " Le gouvernement entend également poursuivre les actions de protection du parc à karité et les opérations de reboisement dans les principales zones de production ", fait-on savoir au gouvernement.

Au Togo, le karité constitue une source importante de revenus pour des milliers de femmes rurales et un véritable levier de développement local. Le pays est 7^e producteur mondial de karité, avec une production annuelle estimée entre 35 000 et 50 000 tonnes d'amandes.

Dans la filière karité, les femmes représentent 84,9%, contre 15,1% d'hommes. Les acteurs de moins de 40 ans représentent 48,5% contre 43,5% pour la tranche d'âge de 40 à 60 ans, et 8,0% pour les plus de 60 ans.

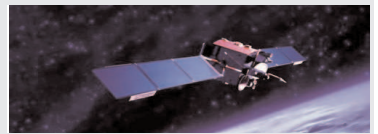
Zozo

TOGO : LA POLICE NATIONALE S'OUVRE AU PUBLIC DU 06 AU 08 OCTOBRE PROCHAIN



Afin de renforcer le lien de confiance avec la population et d'expliquer son fonctionnement au plus grand nombre, la Police nationale togolaise organise des Journées Portes Ouvertes (JPO) du 06 au 08 octobre 2026. Cet événement, accessible gratuitement sur l'ensemble des sites retenus, permettra au grand public de découvrir de l'intérieur les coulisses des forces de l'ordre. Où se rendre pour participer aux Journées Portes Ouvertes ? L'événement se déroule simultanément dans la capitale et dans plusieurs grandes villes du pays. A Lomé, les activités vont se tenir directement à la Direction Générale de la Police Nationale. Mais en région, elles vont se dérouler dans les commissariats centraux des villes de Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong, notamment.
Au programme : immersion, démarches citoyennes et recrutement
Durant ces trois jours d'échanges, les visiteurs pourront accéder à des informations pratiques et découvrir les métiers de la sécurité. Il sera question de présenter l'institution, notamment la découverte de l'histoire, de l'organigramme et des moyens d'action sur le terrain, sans oublier les démarches administratives accélérées (légalisation rapide de documents et aux procédures d'établissement de la carte nationale d'identité (CNI)).
Le public pourra découvrir également les informations sur les conditions d'accès et les concours pour rejoindre les rangs de la police, et des visites de services techniques via une présentation des outils et équipements d'intervention.
Rendez-vous sportifs : football et footing populaire
Les célébrations se prolongeront au-delà des expositions avec deux temps forts sportifs ouverts au public. Un match de football est programmé vendredi 09 octobre et opposera l'ASPO à l'Entente II sur le terrain de la JCA à Agnè. Et un footing populaire le samedi 10 octobre (départ prévu à partir de 06 h 30 au camp du GIPN situé à Logopé).
Notons que cette initiative rappelle le rôle central de la Police nationale au quotidien : assurer la sécurité des personnes et des biens, maintenir l'ordre public et lutter contre la criminalité sur l'ensemble du territoire togolais.
@macite.tg

TECHNOLOGIES SPATIALES : LE TOGO ET LE KIRGHIZISTAN LANCENT UNE COOPÉRATION



Le Togo franchit une nouvelle étape dans le développement de ses capacités en matière de technologies spatiales. Le pays va bénéficier de données d'observation de la Terre, de formations et d'un transfert de technologies dans le cadre d'une coopération engagée avec le Kirghizistan.
L'annonce a été faite le jeudi 1^{er} octobre par la ministre chargée de la transformation numérique, Cina Lawson. Concrètement, la coopération porte sur l'application des données d'observation de la Terre. Les données reçues serviront à améliorer la productivité du secteur agricole, à soutenir l'exploration des minéraux stratégiques et à faire progresser le développement des énergies vertes. Dans le cadre de cette coopération, le Kirghizistan prévoit de transmettre des données satellitaires au Togo et de contribuer à la formation de compétences locales. Un transfert des technologies nécessaires à leur exploitation est également prévu.
La démarche intervient après la mise en orbite du premier satellite kirghiz, une étape importante pour le pays d'Asie centrale. L'expérience acquise dans ce domaine devrait ainsi servir de base à un partenariat avec le Togo, appelé à s'étendre à l'avenir. Les deux pays envisagent notamment la possibilité de développer et de lancer conjointement de futurs engins spatiaux. Pour le Togo, l'enjeu est de mettre ces technologies au service de besoins concrets "Pour nous, la technologie spatiale n'est pas une fin en soi. Sa valeur réside dans ce qu'elle peut apporter à notre population et à notre économie : aider nos agriculteurs à produire davantage, améliorer notre compréhension et la gestion de nos ressources naturelles, et soutenir le développement des énergies propres", a indiqué la ministre Cina Lawson.
Notons que le Togo et le Kirghizistan ont signé il y a quelques mois un mémorandum d'entente sur le développement des technologies de l'information et de la communication. Celui-ci prévoit la transformation numérique des administrations, le renforcement de l'e-gouvernement et de la cybersécurité, ainsi que le déploiement d'infrastructures technologiques modernes.
@Republiquetogolaise.tg

MARA'MONDE CAMEROUN 2026 :

Le Togo s'incline en finale face à la Côte d'Ivoire

Le Togo termine à la deuxième place du Mara'Monde Cameroun 2026. Les maracaniers togolais se sont inclinés ce dimanche en finale face à la Côte d'Ivoire, tenante du titre, sur le score de 4 buts à 1.

Après un parcours remarquable dans cette compétition, les Togolais n'ont pas réussi à franchir le dernier obstacle. La fatigue accumulée au fil des rencontres, et particulièrement lors de la demi-finale disputée la



Les Eperviers maracaniers

veille contre le Cameroun, aura pesé dans cette finale.

Face au pays hôte, le Togo avait dû batailler jusqu'en pro-

longation avant de décrocher son billet pour la finale au terme d'une rencontre intense. Une débauche d'énergie qui a laissé des traces au moment d'affronter la Côte d'Ivoire, quelques heures seulement plus tard.

Les Éléphants, habitués aux grands rendez-vous du maracana et déjà sacrés lors de la précédente édition, ont su profiter de la situation pour prendre progressivement le contrôle de la rencontre et s'imposer 4-1.

Malgré cette défaite en finale, le Togo réalise une belle cam-

pagne au Cameroun. Les maracaniers togolais avaient notamment terminé premiers de leur groupe avec trois victoires en autant de sorties, avant d'éliminer le Brésil en quarts de finale puis le Cameroun en demi-finale.

Le Togo repart ainsi avec la médaille d'argent de cette édition 2026, au terme d'un parcours qui l'aura conduit jusqu'à la dernière marche de la compétition.

@ lequipe228.com



SUIVEZ-NOUS



Mani Services & Business

Une **entreprise multisectorielle** engagée pour le développement économique et la **création d'emplois durables au Togo.**

Découvrez nos

SERVICES

SERVICES D'ENTRETIEN & NETTOYAGE



COMMERCE GÉNÉRAL, IMPORT-EXPORT



ÉVÉNEMENTIEL & SERVICE TRAITEUR



LE BAR LOCAL EST L'UNE DE NOS SPÉCIALITÉS

Legbassito Ahonkpoè
Agoè - Nyive



CONTACTEZ-NOUS

+ 228 72 05 88 88 / 97 08 90 80
maniservicesbusiness@gmail.com



Invitation

**05 OCTOBRE 1990
: 35 ANS APRÈS :
DÉBAT - CAUSERIE**

*35 ans plus tard, revenons sur cet héritage,
échangeons, partageons nos idées et bâtissons ensemble
l'avenir.*



DATE

07 octobre 2026



LIEU

Siège NDH-Togo

*Sème von à gauche
après lycée moderne I
d'Adidogomé*



HEURE

15h

ORATEURS

**Maître Jean Yaovi DEGLI
Maître Bertin K. AMEGAH-ATSYON**

Votre présence nous honorera !

CORIS PEPS

5%

ÉPARGNE
RÉMUNÉRÉE

à partir
**10 000
FCFA**

**L'esprit tontine,
l'épargne
rémunérée
en plus.**

**Commencez
aujourd'hui**

**Réalisez
demain.**

 **8283**

Offre soumise à conditions

La Banque Autrement

<https://coris.bank>

